

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0650/07/09/22/HAAC - N°912 du Mercredi le 19 Août 2026 Prix: 500 Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.tg

**SOCIETE DE GESTION
ET D'INTERMEDIATION
DU TOGO**

Tél:
(+228) 22 53 33 30
(+228) 22 53 33 40

Email:
sgitogo@sgitogo.tg

Adresse:
4691, Bld Gal GNASSINGBE Eyadéma
01 BP 2312 Lomé 01 (TOGO)

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Suisse / Économie

Le franc chute et atteint son plus bas niveau en une année

Le franc se déprécie régulièrement depuis une année, et l'euro est aussi cher qu'il l'était en août dernier. Depuis le mois de mars, le franc ... • (Page 08)

Climat et environnement

Les Africains en première ligne face à la crise de la biodiversité

Pour des millions de personnes en Afrique et dans d'autres pays en développement, la perte de biodiversité n'a ... • (Page 08)

Notation

La BIDC se rapproche du statut « Investment Grade » chez Moody's

• (Page 03)

Écotourisme au Togo

Les aires protégées pour concilier conservation et développement

Le Togo renforce la protection de ses espaces naturels à travers un cadre environnemental modernisé. Cette orientation, ... • (Page 02)

Secourisme

Formation aux gestes qui sauvent au Ministère des Finances et du Budget

Au Togo, le Ministère des Finances et du Budget renforce les capacités de ses agents face aux urgences vitales à travers une formation... • (Page 04)

Marché financier régional

L'AMF-UMOA tient la 100ème réunion de son Comité exécutif

L'Autorité des Marchés Financiers de l'UMOA a tenu, lundi 17 août 2026, sa 100^e réunion du Comité exécutif, sous la présidence de Kossi ... • (Page 06)

Tchamba/Culture

La fête traditionnelle « Oti Guen'Guele 2026 » célébrée à Kaboli

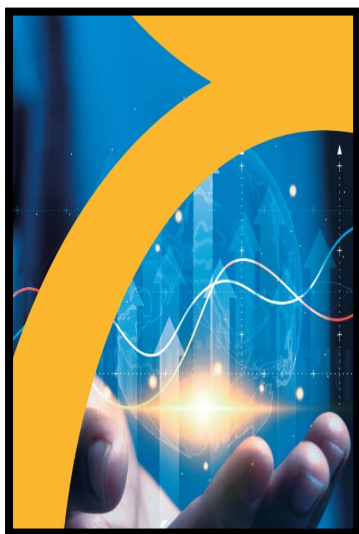
Les natifs du canton de Kaboli, dans la commune Tchamba 3, ont célébré, le samedi 15 août, l'apothéose de leur fête traditionnelle « Oti Guen'Guele ... • (Page 11)



Bénin, Togo, Guinée-Bissau

• (Page 04)

La BOAD évalue 1 933,46 milliards FCFA de financements



CANALBOX

88 66

Coût de l'appel : 20FCFA

NOUVEAU !

INTERNET FIBRE RAPIDE & ILLIMITÉ
SOUSCRIVEZ EN LIGNE

SCANNEZ ICI
OU RENDEZ-VOUS SUR

Q | CANALBOX-SOUSCRIPTION.CPAY.TG



Écotourisme au Togo

Les aires protégées pour concilier conservation et développement

Le Togo renforce la protection de ses espaces naturels à travers un cadre environnemental modernisé. Cette orientation, portée par les autorités nationales, vise à promouvoir l'écotourisme dans les forêts, parcs, réserves et zones côtières, tout en créant des opportunités économiques pour les communautés locales.

● Vivien Atakpabem

Un cadre environnemental d'avant-garde orienté vers la conservation. La protection de la nature s'impose progressivement comme une priorité dans la stratégie de développement du Togo. Le pays s'appuie désormais sur un cadre environnemental renforcé pour mieux encadrer la gestion des ressources naturelles, encourager les pratiques durables et assurer une meilleure conservation des espaces sensibles. Les forêts, parcs nationaux, réserves de faune et écosystèmes côtiers font ainsi l'objet d'une attention accrue, avec des mécanismes de suivi et de contrôle plus stricts. Cette approche vise notamment à préserver la biodiversité tout en favorisant une utilisation responsable des ressources naturelles. Au-delà de la conservation, cette politique ouvre également des perspectives pour le développement de l'écotourisme, un secteur dont l'attractivité progresse auprès des voyageurs à la recherche de destinations privilégiant la préservation de la biodiversité et l'implication des communautés.

Des sites naturels à valoriser

Le Togo dispose de plusieurs sites naturels susceptibles de soutenir cette ambition. Les mangroves du littoral, le parc national de Fazao-Malfakassa, la réserve de faune d'Aboudalaye, le parc de Djamdé, le complexe de Togodo ou encore la forêt classée de Missahoé constituent autant de paysages emblématiques pouvant être intégrés à une offre d'écotourisme. La valorisation de ces espaces devra toutefois aller de pair avec leur protection. L'objectif



est de faire découvrir ces richesses naturelles sans compromettre leur équilibre écologique. Cette approche pourrait permettre au Togo de renforcer son attractivité auprès d'un public sensible aux enjeux environnementaux et à la recherche d'expériences touristiques responsables.

L'écotourisme, une source d'opportunités pour les communautés

L'enjeu de l'écotourisme dépasse la seule dimension touristique. Il représente également une opportunité économique et sociale pour les populations vivant à proximité des aires protégées. Le développement de cette activité pourrait favoriser la création d'emplois, notamment pour les jeunes, dans plusieurs domaines : accueil, guidage, restauration, hébergement, artisanat, production de contenus multimédias ou encore services liés aux activités touristiques. Les revenus issus de l'écotourisme pourraient également contribuer au financement d'infrastructures et de projets communautaires, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Une telle dynamique permettrait de renforcer l'adhésion des populations aux efforts de conservation et de faire de la protection de la biodiversité une responsabilité partagée.

Vers une gestion participative des

aires protégées

Dans cette perspective, l'écotourisme apparaît comme un outil complémentaire de gestion participative des ressources forestières et des espaces protégés. L'implication des communautés locales est essentielle pour assurer la durabilité des initiatives et limiter les pressions exercées sur les écosystèmes. Les autorités et les organisations locales sont ainsi appelées à intensifier les campagnes de sensibilisation auprès des populations et des visiteurs. Le respect des espaces naturels, la lutte contre les déchets et l'adoption de comportements responsables constituent des conditions indispensables à la préservation des paysages. Cette mobilisation citoyenne doit accompagner les investissements et les actions de conservation afin d'inscrire durablement l'écotourisme dans les pratiques locales. Une stratégie au service du rayonnement du Togo En intégrant l'écotourisme à sa vision du développement durable, le Togo entend établir un équilibre entre protection de la nature, amélioration des conditions de vie et développement économique. Cette orientation pourrait également favoriser la conclusion de nouveaux partenariats régionaux et internationaux et attirer des investissements responsables dans les secteurs du tourisme, de l'environnement et des services associés.

AUX DÉCIDEURS ...

Pas une victoire définitive

Il y a des chiffres qui rassurent, et d'autres qui invitent à la vigilance. Le taux d'inflation au Togo, établi à 0,3% en juillet 2026, appartient incontestablement à la première catégorie. Après cinq mois consécutifs à 0,1%, cette légère remontée reste très loin du seuil communautaire de 3% retenu par l'UEMOA. Elle confirme, à première vue, la solidité du cadre macroéconomique et la capacité des pouvoirs publics à contenir les pressions inflationnistes. Mais derrière ce chiffre global, il y a une autre réalité : celle du panier de la ménagère.

La première leçon de cette évolution est claire : le Togo continue de maîtriser son inflation. Dans un environnement international marqué par les incertitudes, les tensions sur les marchés et la volatilité des prix, maintenir l'inflation à un niveau aussi bas constitue une performance qu'il convient de reconnaître.

Le respect du critère communautaire de 3% n'est pas qu'une exigence statistique. Il participe à la stabilité économique, protège la valeur de la monnaie et contribue à préserver le pouvoir d'achat des populations.

Les mesures engagées par les pouvoirs publics – soutien à la production agricole, stabilisation de certains prix, subvention des produits pétroliers, allègements fiscaux ou encore transferts au profit des ménages vulnérables – ont leur importance dans cette dynamique.

Mais une politique de maîtrise de l'inflation ne peut se satisfaire du seul résultat global. Elle doit aussi être jugée à l'aune de ce que les ménages ressentent au marché, dans les restaurants populaires, dans les transports et dans leur consommation quotidienne.

Quand l'igname augmente de 30%, les statistiques prennent un visage humain. Ces chiffres ne sont pas de simples variations statistiques. Ils ont des conséquences directes sur les habitudes alimentaires des ménages.

Lorsque le prix du plat de fufu avec sauce viande augmente de 8,5%, celui du fufu avec sauce poisson de 6,5% et celui du riz avec sauce poisson de 2,9%, l'inflation devient concrète. Elle se mesure non plus dans les tableaux de l'INSEED, mais dans les quelques centaines de francs supplémentaires qu'il faut trouver pour le déjeuner.

Il en va de même pour la course en taxi-moto, dont le prix a progressé de 5,7%, ou pour le charbon de bois, en hausse de 8,5%.

Une inflation moyenne de 0,3% peut parfaitement coexister avec des hausses importantes sur certains produits. Tout dépend de la structure de consommation des ménages. Pour les familles modestes, qui consacrent une part importante de leurs revenus à l'alimentation et aux dépenses essentielles, la hausse de quelques produits de base peut peser lourdement sur le budget.

C'est pourquoi la maîtrise de l'inflation doit aller de pair avec des politiques qui renforcent l'offre locale, la productivité agricole, le stockage, la transformation et la distribution. Produire davantage, mieux conserver les récoltes et fluidifier leur acheminement vers les marchés constituent des leviers essentiels pour réduire la volatilité des prix.

Le Togo peut légitimement se féliciter de maintenir son inflation très en dessous du seuil communautaire. Mais cette performance ne doit pas conduire à baisser la garde.

La prochaine bataille est celle de la transmission de la stabilité macroéconomique au portefeuille des ménages. Il faut continuer à surveiller les prix, anticiper les tensions sur les produits sensibles et renforcer les mécanismes permettant d'amortir les chocs qui affectent les populations les plus vulnérables.

Car, au fond, la meilleure mesure de la stabilité économique n'est pas seulement celle qui apparaît dans les statistiques. C'est celle que ressent le citoyen lorsqu'il fait ses achats, paie son transport et nourrit sa famille.

L'inflation à 0,3% est donc une bonne nouvelle. Mais elle doit être considérée moins comme un aboutissement que comme un acquis à consolider et à transformer en pouvoir d'achat réel. C'est à cette condition que la stabilité des prix prendra tout son sens économique et social.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

● Source : tresor.economie.gouv.fr



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

LA BIDC OBTIENT UNE IMPORTANTE REVALORISATION DE SA NOTATION DE CRÉDIT PAR MOODY'S, CONFIRMANT SA PROGRESSION CONSTANTE VERS LE STATUT « INVESTMENT GRADE » ET SON INFLUENCE CROISSANTE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Lomé, République Togolaise – 17 août 2026

La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) a annoncé aujourd'hui que l'agence de notation Moody's a relevé sa note d'émetteur à long terme de B2 à B1, assortie d'une perspective stable. Cette décision confirme le renforcement de la situation financière de la Banque, sa résilience, ainsi que son statut grandissant d'institution de financement du développement de premier plan en Afrique de l'Ouest.

Publié à Londres le 14 août 2026, ce relèvement marque une étape décisive dans la progression régulière de la BIDC vers une notation de catégorie investissement (investment grade). Il envoie aux investisseurs internationaux et aux partenaires au développement un signal fort quant à la trajectoire crédible de la Banque, qui devrait lui permettre d'accéder aux marchés internationaux de capitaux à des conditions de plus en plus compétitives. Moody's a mis en avant plusieurs facteurs clés à l'origine de cette amélioration : la solidité du profil de solvabilité de la BIDC, un niveau de capitalisation adéquat et une qualité d'actifs résiliente, alors même que la Banque poursuit l'expansion de ses activités de financement à un rythme soutenu. L'agence a également salué les progrès accomplis dans la diversification des sources de financement de la BIDC, ainsi que le soutien constant de ses actionnaires — illustré par la poursuite des libérations de capital et le développement de partenariats stratégiques.

L'entrée historique de la Banque africaine de développement (BAD) au capital de la BIDC en tant que premier actionnaire institutionnel, approuvée par son conseil d'administration en juin 2026, a largement contribué à cette avancée. Ce partenariat renforce non seulement les fonds propres et les normes de gouvernance de la BIDC, mais confirme également la crédibilité croissante de la Banque en tant qu'acteur régional de premier plan, capable de mobiliser des ressources à grande échelle pour accélérer la transformation structurelle de l'Afrique de l'Ouest.

« Cette révision à la hausse de la notation témoigne clairement des progrès réalisés par la BIDC dans le renforcement de ses bases financières et de ses capacités institutionnelles », a déclaré M. George Agyekum Donkor, PhD, Président de la BIDC et de son Conseil d'administration. « Elle confirme la confiance que nos actionnaires, nos partenaires et la communauté internationale placent en nous. Nous démontrons qu'une banque régionale de développement peut être à la fois ambitieuse et résiliente, et que l'Afrique de l'Ouest dispose d'une institution crédible et efficace, prête à prendre les rênes de son programme de développement. »

Ce relèvement de notation intervient alors que la BIDC déploie sa Stratégie de croissance, de résilience et d'optimisation (GRO) 2026-2030, un ambitieux plan quinquennal donnant la priorité au développement des infrastructures, au financement des énergies renouvelables, à la croissance du secteur privé et au renforcement de la résilience climatique. Au cours des dernières semaines, la BIDC a intensifié ses opérations stratégiques, faisant avancer des projets dans les secteurs des infrastructures, de la santé et de l'énergie, des projets qui contribuent déjà à améliorer l'accès à l'électricité, à créer des emplois et à jeter les bases d'une croissance économique durable dans l'ensemble de la sous-région.

À propos de la BIDC

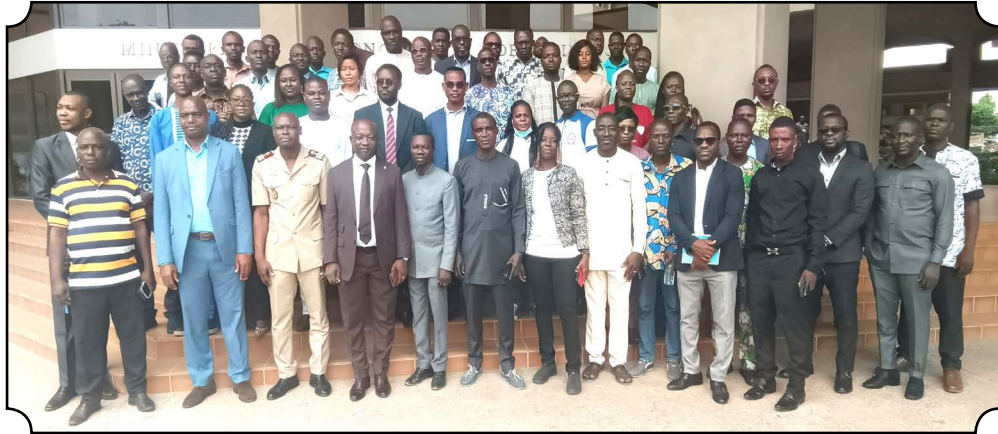
La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) est l'Institution de Financement du Développement des quinze États de l'Afrique de l'Ouest. Basée à Lomé, en République togolaise, la Banque s'engage à financer des projets et programmes de développement portant sur diverses initiatives dans les secteurs des infrastructures et des services sociaux de base, du développement rural et de l'environnement, de l'industrie ainsi que des services sociaux, à travers ses guichets dédiés aux secteurs privé et public. Les interventions de la BIDC se font sous forme de prêts à long, moyen et court terme, de prises de participation, d'octroi de lignes de crédit et mise en place d'accords-cadres de refinancement, des opérations d'ingénierie financière et services connexes.

www.bidc-ebid.org

Secourisme

Formation aux gestes qui sauvent au Ministère des Finances et du Budget

Au Togo, le Ministère des Finances et du Budget renforce les capacités de ses agents face aux urgences vitales à travers une formation de trois jours, pilotée par la DRH et la DAF sous la conduite du Dr SAMA Hamza et de son équipe d'instructeurs et de formateurs secouristes.



● Wilson Lawson

Renforcer les capacités face aux urgences. La santé et la sécurité des agents publics constituent des facteurs essentiels à la performance de l'administration. C'est dans cette perspective que le Ministère des Finances et du Budget a soutenu l'organisation d'une session de formation consacrée aux premiers secours et à la prise en charge des urgences vitales. D'une durée de trois jours, cette formation est pilotée par la Direction des Ressources Humaines (DRH) et la Direction des Affaires Financières (DAF). La conduite scientifique est assurée par le Dr SAMA Hamza, Médecin Anesthésiste-Réanimateur et Président de la Société Togolaise de Réanimation et de Médecine d'Urgence, entouré d'une équipe d'instructeurs et de formateurs secouristes. L'initiative vise à permettre aux agents d'acquérir les réflexes et les gestes nécessaires pour réagir efficacement face aux situations critiques susceptibles de survenir sur le lieu de travail.

Des gestes qui peuvent sauver des vies

La formation met l'accent sur des situations d'urgence parmi les plus fréquentes et potentiellement graves. Les participants sont notamment formés à la prise en charge de la douleur thoracique et de la crise cardiaque. Ils apprennent également les gestes à adopter en attendant l'arrivée des secours, notamment la mise en position d'attente, la réa-

nimation cardiopulmonaire (RCP) ainsi que l'utilisation d'un défibrillateur. L'objectif est de permettre aux agents de disposer des bons réflexes et d'intervenir rapidement lorsqu'une situation met en jeu le pronostic vital d'une personne.

Prise en charge des victimes inconscientes

La dernière journée de la session est consacrée à la prise en charge d'une victime inconsciente et à l'évaluation d'une personne victime d'un malaise. Les participants sont également sensibilisés à la protection de la colonne vertébrale, aux techniques d'immobilisation ainsi qu'aux méthodes de relevage et de brancardage. Ces enseignements prennent une importance particulière dans les situations impliquant plusieurs victimes ou surve-



nant dans un contexte de catastrophe. L'approche privilégie ainsi la pratique et l'acquisition de réflexes opérationnels permettant aux agents d'agir avec davantage de rapidité et de sécurité.

Instaurer une culture de la réactivité

Au-delà de l'apprentissage des gestes techniques, cette formation entend promouvoir une véritable culture de la prévention, de la réactivité et de la responsabilité au sein de l'administration. Face à une urgence, les premières minutes peuvent être déterminantes. Disposer d'agents capables d'identifier une situation critique, d'alerter les secours et d'effectuer les premiers gestes appropriés peut contribuer à améliorer les chances de survie d'une victime. Cette démarche participe ainsi au renforcement de la résilience du milieu professionnel et à la création d'un environnement de travail davantage sécurisé.

Cours des devises du mardi 18 Août 2026

DEVISE	ACHAT	VENTE
Euro	655,957	655,957
Dollar us	563,250	570,250
Yen japonais	3,515	3,575
Livre sterling	763,000	770,000
Franc suisse	695,750	701,750
Dollar canadien	405,250	412,250
Yuan chinois	83,250	85,000
Dirham Emirats Arabes Unis	152,750	155,750

Source: BCEAO

Bénin, Togo, Guinée-Bissau

La BOAD évalue 1 933,46 milliards FCFA de financements

La BOAD a évalué, dans le cadre de son Rapport annuel 2025, ses interventions au Bénin, au Togo et en Guinée-Bissau, pour un portefeuille de 1 933,46 milliards FCFA. L'exercice porte sur les projets financés entre 2009 et 2024 au Bénin et entre 2009 et 2023 au Togo et en Guinée-Bissau.

● Junior Aredola

Près de 2 000 milliards FCFA de portefeuille passés au crible. La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) poursuit sa démarche d'évaluation de l'efficacité de ses financements dans les États membres de l'UEMOA. Les évaluations réalisées au Bénin, au Togo et en Guinée-Bissau ont porté sur un portefeuille cumulé de 1 933,46 milliards FCFA. Au Bénin, l'analyse concerne les interventions réalisées sur la période 2009-2024, tandis que celles relatives au Togo et à la Guinée-Bissau couvrent la période 2009-2023. Cette démarche vise à apprécier concrètement les résultats obtenus grâce aux financements de la Banque et à mesurer leur contribution au développement économique et social des pays bénéficiaires.

Une évaluation axée sur les résultats

Les travaux ont notamment permis d'examiner la performance des projets financés par la BOAD, leur contribution aux Objectifs de développement durable (ODD) ainsi que leurs impacts économiques, sociaux et environnementaux. L'évaluation s'est intéressée à plusieurs domaines prioritaires, parmi lesquels le développement des infrastructures économiques et sociales, le soutien à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, ainsi que l'amélioration de la connectivité et de l'intégration régionale. Au-delà des réalisations physiques et financières, l'exercice cherche à déterminer dans quelle mesure les projets ont effectivement contribué à améliorer les conditions de vie des populations et à favoriser un développement plus durable.

Des financements au service des infrastructures et de l'agriculture



Les interventions évaluées couvrent des secteurs structurants pour les économies des trois pays. Le développement des infrastructures économiques et sociales constitue notamment un axe important des financements de la BOAD. L'appui à l'agriculture et à la sécurité alimentaire figure également parmi les priorités examinées. Dans des économies où l'agriculture occupe une place importante dans l'emploi et les revenus des populations, ces interventions sont appelées à renforcer les capacités productives et à soutenir la résilience des territoires. Les projets contribuant à la connectivité et à l'intégration régionale font aussi partie du périmètre d'analyse, en raison de leur rôle dans la circulation des personnes et des marchandises et dans le renforcement des échanges au sein de l'espace communautaire.

Tirer les enseignements pour renforcer l'impact

Pour la BOAD, l'évaluation ne constitue pas uniquement un exercice de bilan. Elle doit également permettre d'identifier les acquis, les difficultés rencontrées et les

enseignements susceptibles d'améliorer les interventions futures. L'objectif est ainsi d'apprécier les résultats, de tirer les enseignements et de renforcer l'efficacité des financements. Les conclusions issues des évaluations doivent contribuer à améliorer la préparation et la mise en œuvre des futurs projets, mais également à accroître leur impact sur les économies et les populations.

Une démarche pour accroître l'impact des financements

À travers ces évaluations nationales, la BOAD entend renforcer la qualité de ses interventions et maximiser les effets de ses financements sur le développement des États membres. Les enseignements tirés des portefeuilles du Bénin, du Togo et de la Guinée-Bissau devraient ainsi servir de référence pour la conception et l'exécution de nouvelles opérations, avec l'ambition de mieux répondre aux besoins des populations et aux priorités de développement durable. Les résultats détaillés de ces évaluations sont présentés dans le Rapport annuel 2025 de la BOAD.



BOURSE D'EXCELLENCE UEMOA 2026-2029



JUSQU'À

200 000 FCFA

PAR MOIS

POUR ÉTUDIER EN AFRIQUE DE L'OUEST

BOURSE DE
LICENCE, MASTER ET DOCTORAT10 BOURSIERS SÉLECTIONNÉS
PAR ÉTATS MEMBRES DE L'UEMOA

BÉNIN



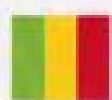
BURKINA FASO



CÔTE D'IVOIRE



GUINÉE-BISSAU



MALI



NIGER



SÉNÉGAL



TOGO



DATE LIMITE :

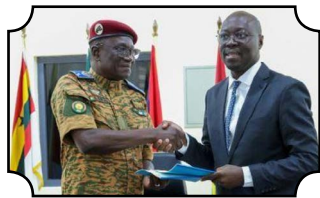
30 AOÛT 2026INVESTIR DANS L'EXCELLENCE
CONSTRUIRE L'AVENIR DE L'AFRIQUE

Ghana-Burkina Faso

Accord de défense pour sécuriser les corridors commerciaux

Les échanges entre le Ghana et le Burkina Faso reposent sur des corridors commerciaux stratégiques, notamment pour l'approvisionnement du marché burkinabè. Le nouvel accord de défense devrait renforcer la protection des marchandises et des transporteurs face aux risques sécuritaires qui pèsent sur ces axes.

Le Ghana et le Burkina Faso ont signé un accord de coopération en matière de défense destiné à renforcer la sécurité sur les principaux corridors commerciaux reliant les deux pays. L'information a été annoncée lundi 10 août par le ministère ghanéen de la Défense. L'accord a été signé par le ministre ghanéen de la Défense par intérim, Cassiel Ato Baah



Forson, et le ministre burkinabè d'État chargé de la Guerre et de la Défense patriotique, le général de division Célestin Simporé. Il prévoit notamment un soutien en matière de sécurité, ainsi que l'escorte

des convois empruntant les axes commerciaux transfrontaliers. Selon le ministère ghanéen de la Défense, cette coopération doit contribuer à « protéger la stabilité économique », à sécuriser les voies d'approvisionnement essentielles et à renforcer les relations bilatérales dans le domaine de la défense.

Avec Agence Ecofin

Marché financier régional

L'AMF-UMOA tient la 100ème réunion de son Comité exécutif

L'Autorité des Marchés Financiers de l'UMOA a tenu, lundi 17 août 2026, sa 100e réunion du Comité exécutif, sous la présidence de Kossi KENOU. Plusieurs dossiers portant notamment sur des émissions obligataires, des placements privés et une augmentation de capital ont été examinés.

● Nicole Esso

Une 100e réunion consacrée à plusieurs dossiers. L'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA) a franchi une nouvelle étape institutionnelle avec la tenue, lundi 17 août 2026, de la 100e réunion de son Comité exécutif. La session s'est déroulée sous la présidence de M. Kossi KENOU, Président en exercice de l'AMF-UMOA. À cette occasion, les membres du Comité ont examiné plusieurs dossiers soumis à leur appréciation et devant faire l'objet de décisions. Cette réunion intervient dans le cadre des missions de l'Autorité visant notamment à encadrer et à assurer le bon fonctionnement du marché financier régional.

Trois demandes de visa pour des obligations thématiques

Parmi les dossiers examinés figurent trois demandes de visa relatives à l'émission d'emprunts obligataires par appel public à l'épargne, portant sur des obligations thématiques. Ces instruments constituent une catégorie de financement permettant de mobiliser des ressources sur le marché financier en les orientant vers des projets ou secteurs répondant à des objectifs spécifiques. L'exa-



men de ces demandes s'inscrit dans le processus réglementaire préalable aux opérations destinées à être réalisées sur le marché financier régional.

Trois opérations de placement privé examinées

Le Comité exécutif s'est également penché sur trois demandes d'enregistrement d'emprunts obligataires par placement privé. Le placement privé constitue un autre mécanisme de mobilisation de ressources sur le marché financier, destiné à des investisseurs répondant aux conditions prévues par la réglementation applicable. L'intervention de l'AMF-UMOA permet notamment d'assurer l'encadrement réglementaire des opérations soumises à son appréciation.

Une émission obligataire et une augmentation de capital

Les travaux ont par ailleurs porté sur une demande de visa pour l'émission d'un emprunt obligataire par appel public à l'épargne. Une autre demande concernait

l'augmentation de capital d'une société par appel public à l'épargne. Cette opération permet à une entreprise de renforcer ses fonds propres en mobilisant des capitaux auprès d'investisseurs sur le marché. À travers l'examen de ces différents dossiers, le Comité exécutif poursuit ainsi sa mission de régulation et de supervision des opérations intervenant sur le marché financier de l'Union.

Etape symbolique pour le régulateur régional

La tenue de cette 100e réunion du Comité exécutif marque une étape importante dans la vie institutionnelle de l'AMF-UMOA. Elle témoigne de la continuité des travaux de l'organe exécutif dans l'encadrement des activités du marché financier régional. L'examen régulier des demandes de visa et d'enregistrement participe à la sécurisation des opérations, à la protection des investisseurs et au développement d'un marché financier régional organisé et dynamique.

IA et énergie

L'AFD transforme les besoins du terrain en solutions

Planifier l'évolution d'un réseau, entretenir un mini-réseau ou accompagner les utilisateurs d'équipements solaires : les applications de l'intelligence artificielle se multiplient dans le secteur de l'énergie. À travers le programme Digital Energy, l'AFD aide les acteurs du secteur à identifier leurs besoins, renforcer leurs compétences et transformer les usages prometteurs en solutions concrètes.

En Afrique subsaharienne, près de 600 millions de personnes vivent encore sans électricité. Répondre à ce défi suppose de construire de nouvelles infrastructures, mais aussi de mieux planifier les investissements, entretenir les équipements, limiter les pertes et intégrer davantage d'énergies renouvelables. L'intelligence artificielle peut contribuer à chacune de ces étapes. Elle permet d'analyser de grandes quantités de données, de détecter des anomalies, d'anticiper certaines évolutions et de rendre des outils techniques plus accessibles. Elle ne remplace ni les investissements ni les équipes du secteur : elle peut les aider à mieux piloter les systèmes énergétiques.

Digital Energy : de la connaissance à l'expérimentation

Depuis 2020, le programme Digital Energy, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'AFD, accompagne la transformation numérique du secteur énergétique en Afrique. Le programme a soutenu une cinquantaine de projets dans plus de 15 pays, grâce à des financements, de l'assistance technique, des formations et la mise en relation des acteurs. Sa plateforme digital-energy.eu rassemble près de 2 000 partenaires et permet de partager des ressources sur les compteurs intelligents, l'utilisation des données géospatiales, la cybersécurité ou les mini-réseaux. En 2026, un parcours consacré à l'intelligence artificielle générative et agentique a également aidé des entreprises – anciennes lauréates du Digital Energy Challenge – à monter en compétences



● © Eric Murinzi

sur l'IA, à identifier et prototyper leurs propres cas d'usage. « Cette démarche repose sur un principe simple : "la donnée d'abord, l'IA ensuite". Sans informations suffisamment fiables, accessibles et organisées, même les outils les plus performants restent difficiles à déployer. L'enjeu est donc de choisir quelques usages à fort impact, puis de les intégrer aux pratiques et aux systèmes existants plutôt que de multiplier les expérimentations isolées », souligne Cyril Renault, responsable du programme Digital Energy de l'AFD.

Quatre entreprises testent des solutions concrètes

Cette ambition s'est concrétisée avec un « IAthon » organisé par l'AFD et le groupe Onepoint. Sélectionnées parmi 13 candidatures, quatre entreprises ont travaillé avec des experts pour préciser une problématique, identifier un usage pertinent de l'IA et développer un premier prototype. Fuel Switch cherche à automatiser la vérification des données de comptage et la production des rapports nécessaires aux projets renouvelables souhaitant accéder à la finance carbone. L'objectif est de fiabiliser les informations, de raccourcir les délais et de faciliter le financement des projets. MyJouleBox, qui intervient sur des mini-réseaux électriques en Afrique de l'Ouest, souhaite utiliser l'IA pour traiter plus efficacement les incidents techniques. Les opérateurs locaux des mini-réseaux pourraient ainsi

accélérer les diagnostics et réduire la durée des interruptions. Au Nigeria, ICE Solar développe un agent conversationnel destiné à répondre aux demandes courantes des utilisateurs de ses équipements solaires. Il pourrait les aider à installer ou utiliser leur matériel, résoudre des difficultés simples et transmettre les problèmes plus complexes aux équipes compétentes. Enfin, Roseau Technologies explore l'utilisation de l'IA pour faciliter la modélisation des réseaux électriques. Un opérateur pourrait décrire le scénario qu'il souhaite étudier (nouveau raccordement, hausse de la demande ou intégration d'une centrale solaire, etc.) avant que l'outil ne traduise sa demande en paramètres techniques.

Les Français de MyJouleBox ré-compensés

Ces quatre entreprises ont pitché devant un parterre de plus de 60 acteurs privés et publics, européens et africains, start-up et opérateurs de services énergétiques (utilities). À l'issue de l'IAthon, chaque entreprise est repartie avec un cas d'usage priorisé, un prototype et une feuille de route. L'entreprise française MyJouleBox a été sélectionnée par le jury et bénéficiera de dix-sept jours d'accompagnement complémentaire par le groupe Onepoint afin de préparer la transformation de son prototype en solution opérationnelle.

Avec afd.fr



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 18 août 2026

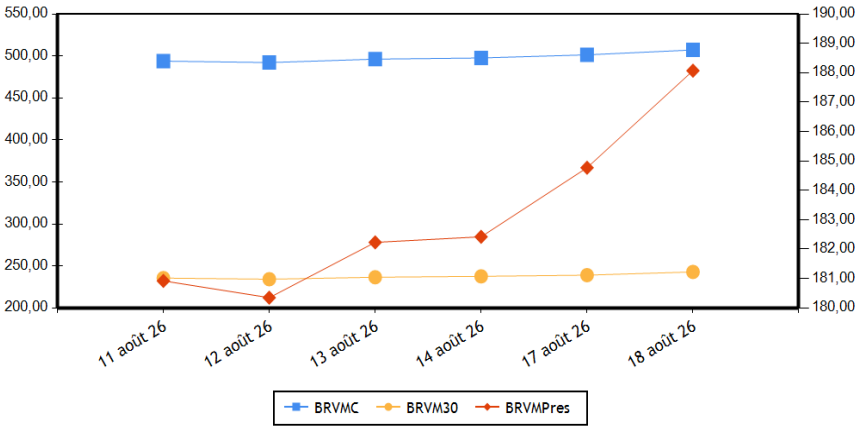
N° 155

BRVM COMPOSITE	507,13
Variation Jour	1,16 %
Variation annuelle	46,68 %

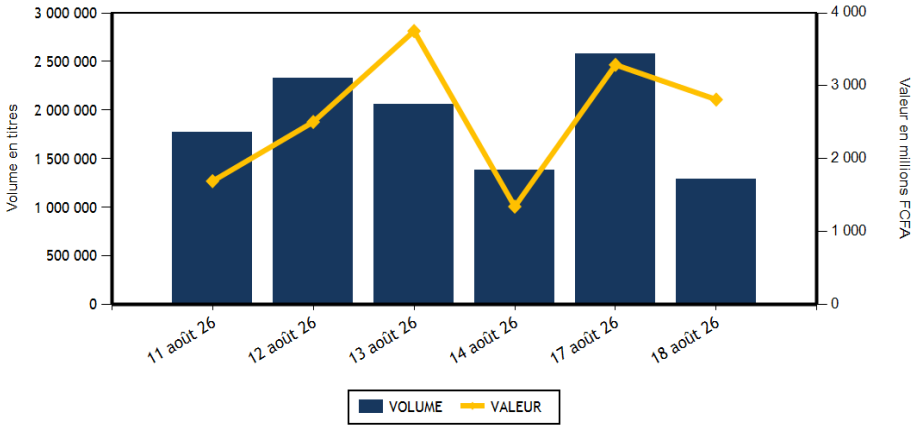
BRVM 30	242,89
Variation Jour	1,60 %
Variation annuelle	46,11 %

BRVM PRESTIGE	188,07
Variation Jour	1,79 %
Variation annuelle	30,38 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	19 555 479 684 929	1,16 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 288 043	-49,68 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	2 810 729 955	-10,57 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	24	-7,69 %
Nombre de titres en baisse	17	0,00 %
Nombre de titres inchangés	6	50,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	12 883 534 710 898	-0,08 %
Volume échangé	185	-98,76 %
Valeur transigée (FCFA)	1 280 888	-99,12 %
Nombre de titres transigés	8	0,00 %
Nombre de titres en hausse		
Nombre de titres en baisse		-100,00 %
Nombre de titres inchangés	8	14,29 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CIE CI (CIEC)	6 360	7,43 %	169,49 %
EVIOSYS PACKAGING SIEM CI (SEMC)	1 590	7,43 %	127,14 %
UNIWAX CI (UNXC)	2 260	7,36 %	61,43 %
SAPH CI (SPHC)	8 990	7,02 %	13,80 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	9 400	6,82 %	60,68 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	54 000	-6,88 %	57,78 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	1 600	-3,90 %	11,89 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	2 600	-3,70 %	71,62 %
BIIC BN (BICB)	8 295	-2,35 %	66,73 %
SAFCA CI (SAFC)	5 610	-2,09 %	69,74 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	188,07	1,79 %	30,38 %	120 375	1 236 788 380	12,82
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	378,03	0,32 %	73,69 %	1 167 668	1 573 941 575	20,69

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	203,11	1,16 %	52,55 %	1 288 043	2 810 729 955	16,65

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	121,51	2,07 %	28,04 %	10 818	148 274 610	12,21
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	199,72	-1,16 %	15,43 %	44 667	121 460 465	39,74
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	243,48	1,13 %	66,93 %	1 058 360	1 603 932 960	16,44
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	287,69	-1,13 %	33,14 %	75 506	658 505 180	10,58
BRVM - INDUSTRIELS	6	215,09	-1,19 %	62,54 %	64 097	137 985 005	110,43
BRVM - ENERGIE	4	172,17	2,01 %	55,23 %	29 737	101 472 650	19,74
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	266,47	5,77 %	151,62 %	4 858	39 099 085	25,09

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	16,65
Taux de rendement moyen du marché	5,92
Taux de rentabilité moyen du marché	6,67
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	203
Volume moyen annuel par séance	1 921 719,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 754 342 956,85

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	25,32
Ratio moyen de satisfaction	43,88
Ratio moyen de tendance	173,26
Ratio moyen de couverture	57,72
Taux de rotation moyen du marché	0,11
Prime de risque du marché	0,25
Nombre de SGI participantes	36

Suisse / Économie

Le franc chute et atteint son plus bas niveau en une année

Le franc se déprécie régulièrement depuis une année, et l'euro est aussi cher qu'il l'était en août dernier.

Depuis le mois de mars, le franc suisse perd constamment de sa valeur. Vendredi matin, il a même atteint son niveau le plus bas face à l'euro depuis août 2025! Un euro valait temporairement 0,9405 franc. La dernière fois que l'euro avait dépassé les 94 centimes, c'était le 18 août 2025, rapporte le portail financier «Cash». Peu après le début de la guerre en Iran, début mars, un euro ne coûtait encore qu'à peine 90 centimes. Cette évolution réjouit l'industrie suisse d'exportation, mais constitue une mauvaise nouvelle pour les touristes et les frontaliers: pour un franc, ils obtiennent désormais moins d'euros.

Investissements plus attractifs

Le rapport évoque la diminution des tensions liées à



• Le franc suisse se déprécie sur le marché.AFP

la guerre en Iran comme l'une des raisons de cette évolution. La baisse des tensions contribue en effet à réduire l'attrait du franc, qui bénéficie traditionnellement d'une réputation de valeur refuge en période de crise. Mais le principal facteur serait l'écart croissant entre les taux d'intérêt en Suisse et dans l'UE. Cette situation rend les investissements dans la zone euro plus attractifs. L'UE a maintenu son taux directeur à 2,25% en juillet, après l'avoir relevé en juin. Les experts anticipent une nouvelle hausse en septembre. En

Suisse, le président de la Banque nationale suisse, Martin Schlegel, reste fidèle à une politique de taux zéro depuis un an. Selon les prévisions de nombreux économistes, il ne devrait pas s'en écarter avant 2027, voire 2028. Schlegel estime également que la pression à la hausse sur les taux d'intérêt reste faible, l'inflation étant relativement basse en Suisse. En juillet, elle s'établissait à 0,4%, contre 2,9% dans l'UE. La fourchette cible des banques centrales se situe entre 0 et 2% d'inflation.

Avec lematin.ch

Agriculture

Les mesures promises par Lecornu dans le budget 2027

Le projet de budget pour 2027 comprendra «des mesures de soutien et d'investissement» pour l'agriculture, indique samedi Sébastien Lecornu. Le Premier ministre confirme les aides déjà annoncées pour les élevages et cultures frappés par la sécheresse.

Des mesures de soutien et d'investissement» pour l'agriculture dans le budget 2027, qui sera présenté fin septembre, annonce Sébastien Lecornu. Le Premier ministre a adressé une lettre ouverte diffusée dans la presse régionale ce samedi 15 août. Le prochain budget sera «l'occasion de proposer au Parlement de voter des mesures de soutien et d'investissement» en faveur du secteur, écrit le chef du gouvernement dans cette nouvelle missive aux agriculteurs – la troisième depuis le début de l'année. Publié au lendemain de la validation de la loi d'urgence agricole (ratifiée pour l'essentiel par le Conseil constitutionnel), ce courrier vante la «parole tenue» des pouvoirs publics et détaille les étapes à venir. Dans l'immédiat, cette loi sera «promulguée sans



• Face à la "sécheresse précoce et sévère", le Premier ministre assure que "la réponse devra être rapide et forte". REUTERS - Stephane Mahe

attendre» et les ministres concernés devront également «préparer sans attendre les textes nécessaires à son application», affirme-t-il.

Des enveloppes à la main des préfets

En parallèle, face à la «sécheresse précoce et sévère», le Premier ministre assure que «la réponse devra être rapide et forte», avec une série d'aides déjà

annoncées par la ministre de l'Agriculture Annie Genevard. Des «enveloppes ciblées» seront ainsi «à la main des préfets» pour «soutenir les trésoreries et la remise en production». S'y ajouteront des fonds pour le dispositif public d'indemnisation des pertes, qui sera «armé autant qu'il le faut». Les exploitations «les plus fragilisées» pourront aussi bénéficier de baisses de taxe foncière et de cotisations sociales. Puis, à l'automne, Sébastien Lecornu entend inclure dans son projet de budget 2027 un mécanisme de «suramortissement fiscal pour les projets d'avenir agricole», et d'autres mesures pour, entre autres, «soutenir les investissements hydrauliques, continuer d'adapter l'agriculture au changement climatique» ou encore «préserver la compétitivité de nos filières».

(Avec AFP)

Comparatif de prix

La crème solaire à l'étranger n'est pas toujours meilleur marché

Le prix de la protection solaire varie énormément selon les pays. Si elle coûte moins cher en Allemagne, il faut payer le prix fort au Maroc ou en France.

Acheter sa crème solaire avant de partir ou attendre d'être arrivé à destination? La réponse peut faire une sérieuse différence sur le budget des vacances. Une comparaison réalisée dans 28 pays révèle des écarts considérables, avec des prix moyens allant de 10,95 à 155,20 francs le litre. La pharmacie en ligne allemande mycare.de a relevé les tarifs pratiqués par quatre enseignes, drogueries ou supermarchés disposant d'une boutique en ligne dans chacun des pays étudiés. En Suisse, la comparaison inclut notamment des produits de marques propres de Coop et Migros, ainsi que des références vendues chez Müller et Manor. Avec un prix moyen de 62,40 francs le litre, la Suisse se situe au milieu du classement. Mais il suffit de franchir la frontière allemande pour faire de substantielles économies: le prix moyen y tombe à 25,52 francs, soit 59% de moins qu'en Suisse. L'Allemagne est même le deuxième pays le moins cher de l'étude. Seule l'Australie fait mieux, avec un prix moyen de 10,95 francs le litre. Cette différence s'explique notamment par l'exonération fiscale dont bénéficient sur place certaines



• Un client compare les prix des crèmes solaires dans une pharmacie, illustrant les écarts de prix entre pays.

crèmes solaires considérées comme des produits médicaux. À l'autre bout du classement, mieux vaut arriver avec ses bouteilles dans la valise.

Le prix ne fait pas forcément la qualité

Dépenser davantage ne garantit toutefois pas une meilleure protection. Des tests de consommateurs ont régulièrement montré que certaines marques de distributeurs bon marché peuvent obtenir de très bons résultats. À l'inverse, la prudence est recommandée avec certaines crèmes à très bas prix commandées sur des plateformes en ligne. De récents tests portant sur des produits vendus notamment par Temu et Shein ont révélé que plusieurs n'atteignaient pas le facteur de

protection annoncé, certains produits ayant même été jugés problématiques.

Trois flacons pour deux semaines de plage

Reste qu'une bonne crème ne sert à rien si elle est utilisée avec parcimonie. Selon les recommandations de la Stiftung Warentest, un adulte mesurant environ 1,80 mètre devrait appliquer près de 40 millilitres, soit environ trois cuillères à soupe, pour protéger correctement l'ensemble de son corps. Pour deux semaines de vacances à la plage, il faudrait ainsi prévoir au minimum trois flacons de 200 ml par personne. Les enfants et les personnes à la peau très claire devraient privilégier un indice élevé, idéalement SPF 50+. Les jeunes enfants doivent par ailleurs éviter le soleil de midi, tandis que les bébés de moins d'un an devraient rester à l'ombre. À ce rythme de consommation, quelques francs de différence par bouteille peuvent rapidement peser dans le budget. Et selon la destination choisie, faire ses réserves avant le départ peut donc s'avérer particulièrement judicieux.

Avec lematin.ch

Economie

Les États-Unis n'avaient plus emprunté aussi cher depuis juin 2007

Les taux des obligations souveraines à 30 ans flambent partout dans le monde, sous la pression de l'inflation, des tensions géopolitiques et de déficits publics persistants. Ce retournement de tendance pourrait s'avérer durable.

Aux États-Unis, les taux d'emprunt à long terme n'avaient plus été aussi élevés depuis près de deux décennies. Conséquence des tensions grandissantes sur les marchés obligataires, le rendement des obligations américaines à 30 ans a atteint ce mardi son plus haut niveau depuis 2007, autour de 5,3%. Ce n'est pas un mouvement isolé. La plupart des pays sont concernés. Les taux français à 30 ans sont à un niveau inédit depuis 2008 (à 4,9%), tandis que l'Allemagne devrait émettre ce mardi des obligations à long terme



à un taux record depuis 2011 (estimé autour de 3,77%). Ce contenu ne peut pas être affiché sans votre consentement car il implique l'utilisation de cookies déposés par son fournisseur. Ces cookies peuvent notamment permettre de mesurer l'audience, personnaliser le contenu ou suivre votre

navigation. Paramétrer vos choix afin d'accepter uniquement les cookies liés à ces contenus tiers en cliquant sur « Paramétrer les cookies ». Vous pouvez à tout moment modifier vos choix et retirer votre consentement en cliquant sur « Paramétrage des cookies » figurant en bas de page de ce site. À ce stade, ce n'est pas la panique, mais l'inquiétude grimpe. Les craintes d'une inflation élevée et durable incitent les prêteurs à exiger des rendements plus importants pour prêter de l'argent aux États.

©2026 BFM Bourse

Climat et environnement

Les Africains en première ligne face à la crise de la biodiversité

Pour des millions de personnes en Afrique et dans d'autres pays en développement, la perte de biodiversité n'a rien d'un concept abstrait. Elle se traduit par des récoltes moins abondantes, des poissons qui disparaissent des eaux côtières et des moyens de subsistance de plus en plus fragiles.

Pourtant, le monde consacre près de 30 fois plus de financements à des activités qui détruisent la nature qu'à sa protection. L'Afrique, elle, manque souvent des ressources nécessaires pour enrayer cette crise, a averti cette semaine la Secrétaire exécutive de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique, Astrid Schomaker, à l'occasion d'un forum scientifique organisé à Nairobi. La biodiversité, qui désigne la diversité du vivant sur Terre, est indispensable au bon fonctionnement des écosystèmes. Elle fournit nourriture, eau potable, médicaments et contribue à atténuer les effets du changement climatique. « Grâce à la biodiversité, nous avons de la nourriture. La biodiversité nous procure de l'eau propre. Elle nous aide à lutter contre le changement clima-



● © 2019 Alliance of Bioversity International and CIAT/ Georgina Smith Une agricultrice du Kenya expérimente de nouvelles semences qui aident à améliorer la biodiversité.

tique. Elle renforce notre résilience », a déclaré à ONU Info Astrid Schomaker. « Tous ces enjeux nous concernent tous. »

Un continent particulièrement vulnérable

L'Afrique abrite près d'un quart de la biodiversité mondiale, mais a perdu environ 24 % de ses espèces depuis l'ère préindustrielle, selon une étude récente. Cette érosion frappe durement le

continent, où une grande partie de la population dépend directement des ressources naturelles pour se nourrir, travailler et vivre. Selon Mme Schomaker, le changement climatique constitue le principal moteur de cette perte de biodiversité. Hausse des températures, espèces envahissantes, pollution, surexploitation des terres et des ressources marines dégradent progressivement les écosystèmes dont dépendent les communautés rurales et côtières pour leur

alimentation, leurs revenus et leur accès à l'eau. Dans le même temps, les importantes subventions publiques aux combustibles fossiles et les investissements privés dans des activités nuisibles à l'environnement continuent d'accélérer la destruction de la nature, plus rapidement que les efforts entrepris pour la protéger, avait déjà averti cette année le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

De la science à l'action

Après la réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, les discussions se poursuivent jusqu'au 12 août à Nairobi au sein de l'Organe subsidiaire chargé de l'application, qui cherche désormais à transformer les connaissances scientifiques en actions concrètes. Les négociateurs travaillent notam-

ment à intégrer la biodiversité dans les politiques nationales, à mobiliser davantage les institutions financières et à combler le déficit de financement qui freine les efforts de conservation. « Nous avons une compréhension très solide de la situation actuelle », a affirmé Mme Schomaker. « Il s'agit désormais de tirer parti de cette compréhension de la situation actuelle pour formuler des recommandations sur la manière d'accélérer nos progrès. »

Cap sur la COP17

Malgré l'ampleur des défis, la responsable de la Convention affiche un optimisme prudent. Les rapports transmis au PNUE par 125 pays témoignent d'une mobilisation croissante pour enrayer l'érosion de la biodiversité. L'agence onusienne rappelle également que chacun peut contribuer à cet effort, qu'il s'agisse de planter des arbres, de

créer des refuges pour les insectes ou de limiter l'utilisation de produits chimiques nocifs. Les recommandations élaborées à Nairobi alimenteront les négociations de la COP17 sur la biodiversité, qui s'ouvrira le 19 octobre à Erevan, en Arménie. Les États y évalueront les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Cadre mondial de Kunming-Montréal, adopté en 2022 pour stopper et inverser la perte de biodiversité. « C'est là notre plus grand défi : comment inverser la tendance ? », a déclaré Mme Schomaker. « Comment faire comprendre à chacun que la biodiversité est essentielle pour soi — que détruire la biodiversité revient, au fond, à détruire le socle même de nos vies — et amener chacun à prendre les bonnes décisions ? »

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier La présence de Jupiter dans le secteur des finances laisse comprendre que vous allez percevoir aujourd'hui une somme d'argent inattendue. D'où viendra-t-elle ? Il n'y a aucune indication permettant de le deviner ! Mais qu'importe l'origine de cet argent !

Taureau Pluton, influençant votre secteur argent, vous sera très favorable, vous aidant à réaliser de bonnes opérations financières. De plus, Jupiter, le maître de la chance, va vous aider à améliorer nettement votre équilibre budgétaire. Mais attention à Neptune en aspect dysharmonique, qui risque de vous tendre toutes sortes de pièges. Soyez très vigilant, évitez toute dépense importante et, surtout, ne vous lancez pas dans des spéculations hasardeuses.

Gémeaux Premier point qui va favoriser votre équilibre financier : le départ de la Lune qui, jusqu'ici, vous poussait à des dépenses importantes et impérieuses. Désormais débarrassé de cet impact, vous pourrez enfin améliorer votre pouvoir d'achat. Second élément favorable : l'influence de Vénus, planète bénéfique, pourra vous valoir un petit coup de chance et favoriser les bonnes affaires.

Cancer Si vous êtes du premier décan, méfiez-vous de toute opération financière aujourd'hui : elle pourrait se révéler désastreuse. Pour tous les natifs, une opportunité touchant l'immobilier pourra s'offrir à eux ; s'ils laissent passer l'occasion, ils auront à le regretter.

Lion Cet aspect de Jupiter permettra de penser que votre situation financière s'améliorera de façon significative. Soyez attentif aux différentes occasions qui se présenteront. Jouez à un jeu de hasard, mais avec une mise modérée ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Vierge Rien de bien important à signaler dans le domaine financier, où devrait régner une relative stabilité. Les fourmis seront toutefois mieux favorisées que les cigales. Si vous avez dernièrement dépassé votre budget, vous aurez du mal à boucler le mois. Cette alerte ne sera pas nécessairement négative : elle aura au moins pour effet de vous rendre plus prudent. Ne sombrez pas pour autant dans la pingerie !

Balance Soyez très prudent sur le plan matériel. Ne tenez pas compte des conseils de certains proches, qui tenteront de vous entraîner dans des aventures hasardeuses. Vous risquez de perdre une forte somme d'argent.

Scorpion Compte tenu de cette configuration de Mercure, vous pouvez espérer une belle éclaircie sur le front financier. Revenus en hausse ou dettes enfin épurées. Quoi qu'il arrive, une chose est sûre : vous serez plus à l'aise.

Sagittaire L'action simultanée de plusieurs planètes amènera de la chance dans les placements à long terme et les investissements immobiliers aujourd'hui. A vous de savoir en profiter ! Ce serait dommage rater le coche par paresse ou étourderie.

Capricorne Un vent favorable soufflera sur vos finances. L'argent vous affluera de toutes parts. Mais vous devrez encore et toujours faire preuve de prudence : ne faites pas de dépenses somptueuses !

Verseau Méfiez-vous des risques financiers excessifs. Si vous souhaitez effectuer une opération boursière de grande envergure, prenez conseil d'un spécialiste, car vous n'aurez pas toute la faveur des astres.

Poisson Avec le Soleil culminant au milieu de votre Ciel, la chance en affaires devrait être au rendez-vous cette fois. Vous ne pourrez que réussir vos coups les plus audacieux. Des occasions inespérées vont se présenter ; saisissez-les au passage, mais traitez-les sans précipitation si vous voulez avoir les meilleures chances d'en profiter. En effet, "l'homme pressé cherche la porte et passe devant" (Goethe).

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0652/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Agoè Assiyé non loin de la Poste
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



COMMISSION DE LA CEDEAO
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO



Ouverture des candidatures
3 août 2026.
Clôture des candidatures
31 août 2026.

2^e ÉDITION DU PRIX DES STARTUPS DE LA CEDEAO

Thème :

Soutenir la croissance des startups
ouest-africaines pour la transformation
numérique, l'intégration régionale et le
développement durable des écosystèmes
de chaînes de valeur afin de stimuler
l'accès au marché.



Masterclass virtuelle :
21 - 25 septembre 2026.
HEURE : 09h00 (UTC)



Événement physique :
28 - 30 septembre 2026.
HEURE : 09h00 (UTC)



LIEU :
Nouveau siège de la CEDEAO,
Abuja, Nigeria.

CARACTÉRISTIQUES

La 2^e édition réunira 60 startups des États membres de la CEDEAO. Elle comprendra des masterclass, des cliniques pour startups, des compétitions de pitch, des expositions, des espaces de rencontre avec les investisseurs, des dialogues sur les politiques publiques et un accompagnement post-récompense pour l'accélération. L'accent sera mis sur les six secteurs prioritaires suivants :

- Éducation et développement des compétences
- FinTech
- HealthTech
- AgriTech et systèmes alimentaires
- Énergie propre, climat et innovation verte
- Tourisme, hôtellerie et TravelTech

PRIX ET AVANTAGES

- Prix en espèces pour les 3 startups les plus innovantes
 - 1^{er} prix — 30 000 USD
 - 2^e prix — 20 000 USD
 - 3^e prix — 15 000 USD

Avantages pour tous les participants

- Programme d'accélération de 6 mois, renforcement des capacités et accompagnement par mentorat
- Visibilité régionale
- Accès aux investisseurs
- Opportunités de réseautage



www.ecowasstartupawards.ipawas.org



ecowas.startup@ipawas.org



+234 803 437 0473, +234 809 223 3488, +234 708 271 4272

En partenariat avec :



Mis en œuvre par :

Tchamba/Culture

La fête traditionnelle « Oti Guen'Guele 2026 » célébrée à Kaboli

Les natifs du canton de Kaboli, dans la commune Tchamba 3, ont célébré, le samedi 15 août, l'apothéose de leur fête traditionnelle « Oti Guen'Guele 2026 ».

Cette fête est un moment de retrouvailles des filles et fils de la localité vivants au Togo et ceux de la diaspora. L'occasion leur a permis de se ressourcer, renouer avec leurs pratiques culturelles et ancestrales et réfléchir au développement de leur canton. Démarrées le mercredi 12 août, les festivités ont été marquées, entre autres, par des prières, des conseils des sages et cadres, une opération de salubrité publique, des sensibilisations sur la sécurité routière, le respect du code de la route et les feux de brousses. Outre ces activités, la célébration a été meublée par un match de football entre l'équipe « Gaillards club » des ressortissants de Kaboli à Lomé et celle de Kaboli. Les manifestations ont été couronnées par la prestation du Tam-tam parlant, des animations folkloriques et des réjouissances populaires dans les quartiers. Des personnalités de marque, au premier rang desquelles, les ministres Gado Tchangbedji et Komlan Loukou-Kadjé, respectivement en charge de l'Enseignement supérieur, et des transports ; le secrétaire général de la



préfecture Tchazodi Esso, le sénateur Drama Dramani et des députés ont réhaussé l'éclat de cette fête traditionnelle sur la place publique dudit village. Le président du comité d'organisation, Olou-Adara Ayéfoumi a déclaré que la fête fédère les natifs de Kaboli autour des valeurs qui fondent leur identité et leur unité tout en offrant un cadre idéal pour la promotion et la valorisation de leurs richesses culturelles. Il a confié qu'« Oti Guen'Guele » constitue également pour eux une source de fierté et d'orgueil qui forcent l'admiration des autres peuples depuis la nuit des temps. M. Olou-Adara a rendu hommage au président du Conseil, Faure Gnassingbé, pour sa politique de paix et de sécurité, gage de tout développement. Le chef du canton de Kaboli, Koffi Balounnin Abalo s'est réjoui de cette célébration qui contribue à fortifier les relations

familiales et amicales. Le directeur régional des Arts et culture du centre, Roger Dogan, a relevé l'importance de la culture dans la vie de tout peuple ou communauté et convié les natifs de Kaboli à sauvegarder la leur dans l'intérêt de tous. Le secrétaire général de la préfecture de Tchamba, Tchazodi Esso, a félicité le comité d'organisation pour la réussite des manifestations et les populations pour leur participation massive, preuve de leur adhésion à la politique culturelle du Président du Conseil, Faure Gnassingbé. Il a, par ailleurs, invité ses interlocuteurs à plancher sur certains fléaux qui gangrènent encore la localité, entre autres, le trafic d'enfants, les grossesses en milieu scolaire, les mariages précoces, la déscolarisation des jeunes filles et la destruction du couvert végétal dont les forêts galeries. Avec ATOP/SA/MEK/MG

Zio/Développement

Les acteurs de la Maritime éclairés sur le schéma d'aménagement du territoire

Les acteurs de développement de la région Maritime ont été éclairés sur le contenu du Schéma national d'aménagement du territoire (SNAT), le vendredi 14 août à Tsévié, au cours d'une rencontre de partage.

L'actif du ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, l'activité se situe dans le cadre de l'exécution de la Politique nationale d'aménagement du territoire (PONAT) adoptée en septembre 2009. Elle a permis aux différents acteurs de prendre connaissance du contenu du SNAT. Le SNAT vise à corriger les dysfonctionnements structurels et à promouvoir un développement équilibré et inclusif à travers le pays. Cet outil technique sert de cadre de référence spatiale pour accompagner les grandes dynamiques impulsées sur l'ensemble du territoire national. Ces dynamiques concernent la transition agricole, numérique, logistique, environnementale, éducative et médicale. Le SNAT prend en compte les principales aspirations des populations pour une amélioration de leurs conditions de vie et d'existence. Les participants ont été entretenus sur les six livrables du SNAT validés par tous les acteurs impliqués en



janvier 2024. Il s'agit du rapport d'orientation méthodologique, du rapport bilan diagnostic, du document du SNAT, du dispositif de suivi-évaluation, de la stratégie de communication, et de l'Atlas de développement. Ils ont suivi un résumé synthétique du SNAT du Togo qui démontre, entre autres, les forces, les faiblesses, les opportunités, les menaces, les défis et enjeux puis les perspectives au niveau de la région Maritime. Cette présentation a été suivie d'échanges et de partage d'expériences. Les acteurs de la Maritime ont été appelés à prendre en compte les orientations contenues dans le SNAT dans leurs politiques et programmes sectoriels de développement en vue du développement harmonieux, équilibré et durable

que vise cet outil stratégique. Le gouverneur de la région Maritime, Taïrou Bagbiègue, a souligné que le SNAT met l'accent sur la nécessité de renforcer la protection des citoyens et d'accélérer la transformation nationale pour un Togo moderne et résilient. Il a invité les collectivités territoriales, les services déconcentrés de l'Etat, la société civile et le secteur privé à jouer un rôle actif dans sa mise en œuvre. Le représentant du ministre en charge de l'Aménagement du Territoire, Dr Demakou Yendoubé, a dit que l'appropriation et la mise en œuvre du SNAT constitue un véritable défi en ce moment où l'aménagement du territoire est au cœur des plus hautes autorités. Avec ATOP/BBG/SED/BV

Sénégal

Patrick Vieira est le nouveau sélectionneur

Après une Coupe du Monde 2026 décevante qui a conduit au départ de Pape Thiaw, la Fédération sénégalaise a annoncé l'arrivée de Patrick Vieira à la tête de l'équipe première.

C'est désormais officiel : Patrick Vieira est le nouveau sélectionneur du Sénégal. Comme nous vous l'avions annoncé, l'ancien international français a été choisi pour prendre la succession de Pape Thiaw à la tête des Lions de la Teranga. Réuni en session extraordinaire par visioconférence lundi après-midi, le Comité d'Urgence de la Fédération Sénégalaise de Football a validé à l'unanimité la nomination du champion du monde 1998, comme l'indique le communiqué de l'instance locale. «À l'issue des délibérations, le Comité d'Urgence a entériné, à l'unanimité de



● @Maxppp

ses membres, la nomination de Monsieur Patrick VIEIRA au poste de Sélectionneur de l'Équipe Nationale « A » du Sénégal. Ce choix stratégique marque une nouvelle étape dans la volonté de la FSF de mettre en place un encadrement technique de haut niveau, en parfaite

adéquation avec les ambitions sportives de notre pays», indique la FSF, qui confirme ainsi sa volonté d'ouvrir un nouveau cycle après une Coupe du Monde 2026 particulièrement décevante.

Patrick Vieira découvre le poste de

sélectionneur

En Amérique du Nord, les Lions avaient difficilement franchi la phase de groupes avant de connaître une élimination cruelle contre la Belgique en seizièmes de finale (3-2 après prolongation), malgré un avantage de deux buts à quelques minutes du terme. Une compétition qui avait précipité la fin de l'aventure de Pape Thiaw, dont plusieurs choix avaient été

contestés. L'ancien capitaine d'Arsenal dispose déjà d'une solide expérience sur les bancs après avoir dirigé New York City, l'OGC Nice, Crystal Palace, Strasbourg et le Genoa. Son profil avait rapidement été érigé en priorité par les dirigeants sénégalais, qui avaient également étudié d'autres possibilités, dont celle menant à Hervé Renard. « Les échanges relatifs aux modalités administratives

et contractuelles de sa prise de fonction se poursuivent entre les parties », précise ainsi la Fédération. La date de sa présentation officielle ainsi que les différentes étapes de son installation seront communiquées ultérieurement. Une nouvelle ère débute pour les Lions, avec Patrick Vieira aux commandes, qui aura pour premier objectif de se qualifier pour la CAN 2027.

Avec footmercato.net

Le Togo en chiffres			
4 DEVELOPPEMENT ET INEGALITES		4 INFRASTRUCTURES	
PIB/habitant (PPA, 2022)	1 001 USD	Taux d'accès à l'électricité (2022)	91,4%
Classement IDH (PPA, 2022)	162/193	Taux d'accès à l'eau potable (2022)	71%
Coefficient de GINI (2021)	37,8	Taux d'accès aux services d'assainissement de base (2022)	100%
Part de la population vivant de moins de 2,15 USD par jour (2022)	28,4%	Classement Afrique Infrastructure développement index (2022)	43/54
Taux d'alphabétisation des adultes (2019)	67%	Part de l'investissement dans le transport (2022)	20/54
Part de la population vivant dans des zones d'insécurité alimentaire (2022)	5,6 ans	Taux d'investissement à la téléphonie mobile (2022)	74%
Part de la population vivant dans des zones d'insécurité alimentaire (2022)	30%	Indice de performance législative (2022)	2,5
PIB net par habitant (2022)	49 USD		
Taux d'alphabétisation (2022)	69,8%		
4 SANTE ET SECURITE ALIMENTAIRE		Classements d'indicateurs de gouvernance	
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (2019-2022)	0,08	Transparence internationale 2022	120/180
Cas mortels de paludisme pour 1 000 habitants à risque (2019-2022)	2,31	Mo Ibrahim 2023	22/54
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (2021-2023)	12,8%	Reporters sans frontières 2024	113/180



FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMÉDIATION,
DU NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION (FONI)



THÈME

FINANCEMENT DES SECTEURS AGRICOLE, IMMOBILIER ET MINIER EN AFRIQUE

19 au 22 Oct. 2026

Conakry, Guinée

- ▶ **Master Class 1**
« La Clinique du Droit »
- ▶ **Master Class 2**
« Marketing, Digitalisation
et Distribution
des Produits & Services Financiers
à l'Ère de l'IA »
- ▶ **Master Class 3**
« Financial Lab : Maîtriser l'Art du Financement »
- ▶ **Master Class 4**
« L'Atelier de l'Entrepreneur »

BONUS

- Un annuaire du forum
- Des sessions de networking dédiées
- Une communication sur mesure

+224 627 55 63 98

inscriptions@foni.africa

+228 93 03 36 36

inscriptions sur www.foni.africa

Organisé par



Organisé par **AFRIK FINANCES** : Leader de l'Intermédiation en Afrique